



Non : à un projet de loi régressif

Non : à la casse de nos acquis sociaux

Les réformes successives des régimes de retraites de 1993 à 2010 ont déjà considérablement dégradé les niveaux des pensions perçues par les salariés partis en retraite. Le gouvernement est resté sourd au lendemain des manifestations unitaires du 10 septembre. Pas question d'ouvrir la négociation sur le sujet : « les choix de 1993, 2003, 2007 et 2010 sont confirmés ». Cela conduira à aggraver encore la situation des retraités d'aujourd'hui et de ceux de demain.

L'allongement à 43 ans du nombre d'années de travail pour obtenir une retraite à taux plein est inacceptable : avec une entrée plus tardive sur le marché du travail, des carrières précaires et des licenciements avant 60 ans, cette réforme vise à empêcher les salariés à bénéficier d'une retraite à taux plein et à diminuer leur pouvoir d'achat. Pour répondre véritablement au « vieillissement » de la population et garantir le pouvoir d'achat des retraités, il faut obtenir de nouveaux financements, mettant à contribution les profits financiers qui ne cessent de croître.

C'est tous ensemble, jeunes, actifs et retraités, que nous pouvons mettre en échec le gouvernement et faire valoir que d'autres choix sont possibles. Garantir l'avenir de nos retraites, c'est aussi créer les conditions pour que les jeunes salariés, étudiants et apprentis aient confiance dans un système qui a fait la preuve de son efficacité.

L'Union Départementale CGT de l'Oise, l'Union Départementale FO de l'Oise, FSU Oise et Solidaire Oise appellent les salariés, à faire du **mardi 15 octobre**, une journée d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations, en participant à la manifestation Départementale à :

Compiègne, 10 H, Cours Guynemer.